

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 794

23 mars 2015

SOMMAIRE

Ace Asset Management - SICAV SIF	38071	Industrial Minerals Investor S.à r.l.	38071
ACS, Aviation Consultants & Services S.A.	38067	Ivry French Holdings S.à r.l.	38070
Acte II S.A.	38067	Lea Invest S.A.	38073
ADCR Echternach	38077	LEN FINANCE S.A., société de gestion de patrimoine familial	38072
ADCR Futsal Echternach	38077	Lift Holding S.A.	38073
AFA International S.à r.l.	38067	Market Place S.à r.l.	38066
Algeco Scotsman Global S.à r.l.	38068	Matrans S.A., SPF	38072
Aloes S.A.	38068	Mavi	38066
Ambitech S.à r.l.	38067	Morgan Stanley Infrastructure Partners II Investors C	38072
Ambitech S.à r.l.	38068	My Alps Invest S.A.	38073
Amergin S.à r.l.	38068	NearVision S.à r.l.	38096
Amergin S.à r.l.	38070	New Chemicals Holdings S.à r.l.	38084
Amigo S.à r.l.	38073	Noble Holding International (Luxem- bourg) S.à r.l.	38081
Amrail S.à r.l.	38069	Printvenue Australia S.C.Sp	38076
ArchiMed S.A.	38070	Riesling Management SPF S.A.	38112
Artemide S. à r.l.	38069	Samsonite International S.A.	38078
Aviso Investment S.A.	38067	SCI PJJ Finance	38074
Cerberus Lux GP S.à r.l.	38071	Secoya Private Equity Investments SCA- SICAR	38089
Data Support International SA	38066	Sofie Finance S.A., SPF	38084
DGPM SA	38070	Solutions International S.A.	38066
Galway II S.à r.l.	38066	Valau S.A.	38112
HBS International Luxembourg S.A.	38069		
Immofisc S.à r.l.	38088		
Immoparis S.A.	38076		

Market Place S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 185.610,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 135.125.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015026082/10.

(150029466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Mavi, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 4, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 180.920.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 13 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015026814/10.

(150030393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Galway II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.826.

Les comptes annuels au 11 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Galway II S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015025911/11.

(150029973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Data Support International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9515 Wiltz, 67, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 167.895.

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025827/11.

(150029440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Solutions International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 145.578.

EXTRAIT

Le liquidateur a pris la décision en date du 12 février 2015 que la société FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015026286/12.

(150029348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ambitech S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4562 Niedercorn, 12, Z.A.C. Haneboesch II.
R.C.S. Luxembourg B 112.482.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025698/10.

(150029931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

AFA International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 515.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.567.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025687/10.

(150029340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

ACS, Aviation Consultants & Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 93, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 76.152.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015025681/11.

(150029740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Acte II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8057 Bertrange, 13-15, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 109.001.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société

Signature

Référence de publication: 2015025682/11.

(150029670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Aviso Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 174.766.

Par sa décision du 10 février 2015 et en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration de la société anonyme «AVISO INVESTMENT S.A.» a nommé dépositaire de ses actions au porteur la société anonyme «BDO Tax & Accounting», établie et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2 Avenue Charles de Gaulle, RCS B 147571.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025678/12.

(150029558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ambitech S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4562 Niedercorn, 12, Z.A.C. Haneboesch II.

R.C.S. Luxembourg B 112.482.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025699/10.

(150029932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Amergin S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 90.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025701/10.

(150029866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Algeco Scotsman Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 213.289.086,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.540.

Suite aux modification d'adresse de gérant de la Société, il y a lieu de modifier les données les concernant comme suit:
- Gary May, gérant de classe A, a dorénavant son adresse professionnelle au 20, Bentinck street, GB - W1U 2EU
Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025692/13.

(150029764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Aloes S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 134.033.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 13 février 2015 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Michelle DELFOSSE, Administrateur, ingénieur civil, 12, rue des Champs, L-7435 Tuntange, Luxembourg;
- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master Administration des Entreprises, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Monsieur Henri GRISIUS, Administrateur-Président, licencié en sciences économiques appliquées, 30, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

L'assemblée générale du 13 février 2015 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour ALOES S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015025694/21.

(150029978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

HBS International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 129.788.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 9 février 2015 que:

1. La démission de Monsieur Patrick MOINET, administrateur de la Société, a été acceptée avec effet au 13 février 2015;

2. Madame Agnes CSORGO, née le 27 juillet 1978 à Hatvan, Hongrie, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommée administrateur, avec effet au 13 février 2015 et ce, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025953/17.

(150029889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Artemide S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.857.050,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 108.756.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 13 février 2015 au siège social de la Société il a été décidé:

- d'accepter les démissions de Monsieur Luca Noverino Carlo FALETTI, gérant, avec effet à compter du 30 janvier 2015;

- de nommer avec effet immédiat au 30 janvier 2015 et pour un temps indéterminé Monsieur Gilberto Mazzocchi résidant professionnellement au Herengracht 450 - 454, 1017 CA Amsterdam (Pays-Bas).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CITCO C&T (Luxembourg) S.A.

Signature

Employée

Référence de publication: 2015025713/18.

(150029859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Amrail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8399 Windhof, 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 172.246.

L'associé unique, par décision prise en date du 30 janvier 2015, décide de nommer Monsieur Alain AVAUX, né le 2 décembre 1950 à Charleroi avec adresse rue du Charniat 1 B-6533 Biercée, Belgique:

- au poste de Gérant pour une durée illimitée.

- en qualité de délégué à la gestion journalière pour une durée illimitée et lui conférer le pouvoir d'engager seul la Société dans les actes courants de gestion de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 février 2015.

Pour: AMRAIL S.à r.l

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015025705/19.

(150029563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

DGPM SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 8, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 156.684.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025835/10.

(150030033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Amergin S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 117, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 90.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025702/10.

(150029867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

ArchiMed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 63.502.

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 26 janvier 2015:

Le conseil d'administration décide de nommer Grant Thornton ABAX Investment Services, immatriculée au R.C.S. Luxembourg numéro B 147 837, siège social au 7A, me Thomas Edison, L-1445 Strassen en tant que dépositaire des titres au porteur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2015025676/13.

(150030040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ivry French Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 188.787.

Il résulte des résolutions des Actionnaires de la société en date du 9 février 2015, les décisions suivantes:

1. Démission de M. Eriks Martinovskis, né le 12 septembre 1980 à Ventspils, Lettonie, demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B pour une durée illimitée, avec effet depuis le 12 janvier 2015.

2. Nomination de M. Cédric Bradfer, né le 2 août 1978 à Chambéry, France, demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B pour une durée illimitée, avec effet depuis le 12 janvier 2015.

Suite à ce résolutions des Actionnaires, le conseil de gérance est composé de cette personnes:

- Farallon Partners Directors, L.L.C., gérant A;
- Juan Alvarez Hernandez, gérant B; et
- Cédric Bradfer, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015025974/21.

(150029333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Industrial Minerals Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 174.125.

—
EXTRAIT

En date du 12 février 2015, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- la démission de Erik Johan Cornelis Schoop en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 12 février 2015;

- Lisa Marie White, née le 24 octobre 1985, à Adelaïde, Australie, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé nouveau gérant B de la Société avec effet au 12 février 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025969/17.

(150029573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ace Asset Management - SICAV SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 127.430.

—
EXTRAIT

Le siège social de la société a été transféré à l'adresse suivante:

106, route d'Arlon

L-8210 Mamer

Grand Duché de Luxembourg

Ce transfert prend effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 11.02.2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015025680/18.

(150029717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Cerberus Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 183.307.

—
Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 12 février 2015, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant de catégorie A suivant à compter du 6 février 2015:

Monsieur Philippe van den Avenne, né le 29 avril 1972 à Beloeil, Belgique, avec adresse professionnelle au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Fabrice Rota, gérant de catégorie A;

- Jasper van Vliet, gérant de catégorie B;

- Gerardus Johannes Schipper, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fabrice Rota

Gérant A

Référence de publication: 2015025758/19.

(150029547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

LEN FINANCE S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 158.031.

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015026056/12.

(150029441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Matrans S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 19.264.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 13 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de nommer FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A., ayant son siège social 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 12311 dépositaire des titres au porteur de la Société conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des titres au porteur.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2015026101/13.

(150029956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Morgan Stanley Infrastructure Partners II Investors C, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 178.886.

Les associés de la Société ont décidé de changer le contrat social de la Société avec effet au 16 juin 2014, et de modifier l'objet social de la Société comme suit:

Indication de l'objet social: Les objectifs de la Société consistent (i) à acquérir, détenir et céder des Investissements (Partnership Investments) par le biais de la Société Maître (Main Partnership) et (ii) en attendant que l'affection ou le versement des fonds de la Société soient effectués, procéder à l'investissement de ces fonds selon les termes du présent Contrat, chaque fois de manière cohérente avec les objectifs décrits dans le Mémoire Confidential. La Société est habilitée à accomplir tout acte nécessaire, approprié, souhaitable, accessoire ou pertinent au titre ou aux fins des objectifs décrits dans la présente Section 1.05, y compris notamment tout pouvoir pouvant être exercé pour le compte de la Société par l'associé commandité gérant luxembourgeois et/ou par l'associé commandité gérant des îles Cayman selon les dispositions du présent Contrat, pour autant que la Société ne réalise pas d'affaires avec le public aux îles Cayman (à l'exclusion de ce qui peut être nécessaire à l'exercice des activités de la Société hors des îles Cayman).

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

L'associé et associé commandité gérant de la Société, Morgan Stanley Infrastructure Partners II-B GP, a changé de dénomination et est devenu Morgan Stanley Infrastructure Partners II Investors C GP.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Morgan Stanley Infrastructure Partners II Investors C
Morgan Stanley Infrastructure Partners II Investors C GP et Morgan Stanley Infrastructure II GP L.P.
Associés commandités gérants
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015026092/29.

(150029991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

My Alps Invest S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 154.237.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015026838/10.

(150030402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Amigo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 57, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 94.368.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015025704/10.

(150029833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Lift Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 111.359.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 11 février 2015

Le Conseil d'administration décide de nommer Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult» avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg (RCS Luxembourg B40312) comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Luxembourg, le 11 FEV. 2015.

Signatures.

Référence de publication: 2015026060/12.

(150029914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Lea Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 97.324.

Extrait du Procès-verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social 217 route d'Esch L-1471 LUXEMBOURG, le 29 janvier 2015 à 10h30

Délibérations:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

Le Conseil d'Administration désigne en tant que dépositaire des actions au porteur de la société, la banque BIL Luxembourg S.A. ayant son siège social: 69 route d'Esch L-2953 Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg numéro B 6.307.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration de la société est composé des personnes morales et physiques suivantes:

Monsieur Denis MINGARELLI

Monsieur Serge ATLAN

Monsieur Richard SEGAL

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015026055/22.

(150030158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

SCI PJL Finance, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg E 5.559.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le douze février,

Ont comparu:

1. Monsieur Pascal MENNESSON, né le 18 novembre 1969 à Saint Germain en Laye (France), demeurant à B-1000 Bruxelles, rue Van Moer, 9,

2. Monsieur Jean-Luc CLAMEN, né le 14 avril 1969 à Courbevoie (France), demeurant à B-1180 UCCLE, Rue Dieweg, 55,

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre 1^{er} . Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société civile immobilière sous la dénomination de «SCI PJL FINANCE».

Art. 2. Le siège social est fixé à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés réunis en assemblée générale.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, l'exploitation, la mise en valeur, la location et la vente de propriétés immobilières.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre 2. Apports, Capital, Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à 1 000 EURO (MILLE EUR), représenté par 100 (CENT) parts sociales d'une valeur nominale de 10 EURO (DIX EUR) chacune.

Les 100 parts sociales sont souscrites par les associés comme suit:

	Parts sociales
1. Monsieur Pascal MENNESSON, préqualifié,	50 parts sociales
2. Monsieur Jean-Luc CLAMEN, préqualifié,	<u>50 parts sociales</u>
Total de parts sociales	100 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de 1 000 EURO (MILLE EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce qui est reconnu par tous les associés qui se donnent mutuellement décharge.

Art. 6. La cession de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, la cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, lui être notifiée par un acte authentique ou un acte sous seing privé ou être acceptée par la gérance dans un tel acte. Pour être opposables aux tiers, la cession doit faire l'objet d'une publicité au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Art. 9. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Titre 3. Administration de la société

Art. 10. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixe la durée de leur mandat. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances. La société est valablement engagée par la signature de son ou ses gérant(s).

En cas de gérant unique, la société est valablement engagée par la signature individuelle de son gérant unique. En cas de pluralité de gérants, la société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant.

Art. 11. Chaque année au 31 décembre, il est dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Cet inventaire sera signé par tous les associés.

Les bénéfiques nets constatés par cet inventaire seront partagés entre les associés. Proportionnellement à leur participation dans le capital social, les pertes, s'il en existe, seront supportées dans les mêmes proportions.

Titre 4. Assemblée générale, Année sociale

Art. 12. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation de la gérance ou sur convocation d'un ou de plusieurs associés, mais au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Chaque associé a le droit de concourir aux décisions collectives, lesquelles, y compris celles sur les modifications statutaires, seront prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille quinze.

Titre 5. Dissolution, Liquidation

Art. 15. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à l'unanimité des parts sociales. La dissolution de la société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Art. 16. En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner décharge au liquidateur.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Titre 6. Dispositions générales

Art. 17. Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés relativement aux affaires de la société seront obligatoirement soumises à deux arbitres, chacune des parties en nommant un. En cas de désaccord, les deux premiers arbitres désigneront d'un commun accord un troisième arbitre et les décisions seront prises à la majorité.

La décision des arbitres sera majoritaire et sans recours.

A défaut de nomination par l'une des parties d'un arbitre endéans la huitaine suivant invitation lui adressée par lettre recommandée, la partie la plus diligente saisira le Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière de référé, qui nommera un arbitre.

Art. 18. Les articles 1832 à 1872 du Code civil, ainsi que les modifications apportées au régime des sociétés civiles par la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est fixé à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

2. Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Pascal MENNESSON, né le 18 novembre 1969 à Saint Germain en Laye (France), demeurant à B-1000 Bruxelles, Rue Van Moer, 9,

- Monsieur Jean-Luc CLAMEN, né le 14 avril 1969 à Courbevoie (France), demeurant à B-1180 UCCLÉ, rue Dieweg, 55,

La société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé le présent acte.

Référence de publication: 2015026265/106.

(150029652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Immoparis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 85.940.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 29 janvier 2015 que:

- La démission de Monsieur Patrick MOINET, administrateur et président du conseil d'administration de la Société, a été acceptée avec effet immédiat;

- Madame Katia CAMBON, née à Le Raincy, France, le 24 mai 1972, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommée administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes clos au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025991/17.

(150030064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Printvenue Australia S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.512.

—
Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Printvenue Australia S.C.SP, a special limited partnership, executed on 3 February 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Asia Internet (GP) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 180455 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Printvenue Australia S.C.SP (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 3 February 2015, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem „Limited Partnership Agreement“) der Printvenue Australia S.C.SP, einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 3 Februar 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Asia Internet (GP) S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 180455 (die „Komplementärin“).

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Printvenue Australia S.C.SP (die „Gesellschaft“)

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 3 Februar 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015026176/76.

(150029929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

ADCR Futsal Echternach, Association sans but lucratif, (anc. ADCR Echternach).

Siège social: L-6463 Echternach, 18, rue Maximilien.

R.C.S. Luxembourg F 8.878.

Suite à une assemblée générale le 07/02/2015 il c'est décidé par votation que le ADCR Echternach changerais dénomination et de siège.

L'association demande de changer l'ART 1^{er} de son Statuts original, créer en l'an deux mille onze le 09 du mois de septembre, sous le nom de ADCR ECHTERNACH. A.s.b.l. Avec le Registre de Commerce et des Sociétés N° F8878 L 110162672.05.

Les modifications sont les suivantes:

Dénomination ADCR FUTSAL ECHTERNACH

Siège 18 RUE MAXIMILIEN L-6463 ECHTERNACH

Référence de publication: 2015025685/16.

(150029775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Samsonite International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.469.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Ms. Carmen André, Lawyer, residing professionally in Luxembourg, acting as the representative of Samsonite International S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 159469 (the "Company"), further to the resolutions of the board of directors of the Company adopted on 8 January 2013 (the "Board Resolutions"), as well as the declaration adopted on 23 December 2014 by Mr. John Livingston, duly authorized by virtue of the Board Resolutions (the "Delegate's Declaration").

A copy of the Board Resolutions and a copy of the Delegate's Declaration, initialed ne varietur by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state the following declarations:

1. The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 8 March 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 987, page 47.332 on 12 May 2011, as rectified pursuant to a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 22 March 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1079, page 51.773 on 23 May 2011. The Company's articles of incorporation have been amended for the last time on 18 September 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3234, page 155.205 on 4 November 2014.

2. Pursuant to article 4.1 of the articles of association of the Company (the "Articles"), the Company's subscribed share capital is set at fourteen million eighty thousand eighty-five United States Dollars fifty-two Cents (USD 14,080,085.52) represented by one billion four hundred and eight million eight thousand five hundred fifty-two (1,408,008,552) shares with a par value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each.

3. Pursuant to article 4.2 of the Articles, the Company's authorised share capital is set, including the subscribed share capital, at one billion twelve million eight hundred thousand three hundred sixty-nine United States Dollars ninety-nine Cents (USD 1,012,800,369.99) represented by one billion and one billion two hundred eighty million thirty-six thousand nine hundred ninety-nine (1,012,800,369,999) shares with a par value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each.

4. According to the Board Resolutions, the board of directors of the Company decided to increase, in one or several sequences, the share capital of the Company, within the limits of the authorized share capital in accordance with article 4.2 of the Articles, by an amount of up to one hundred fifty-five thousand three hundred twenty-two United States Dollars twenty-seven Cents (USD 155,322.27) so as to bring it up to fourteen million two hundred twenty-six thousand six hundred ninety-two United States Dollars thirty-one Cents (USD 14,226,692.31) through the issue of up to fifteen million five hundred thirty-two thousand two hundred twenty-seven (15,532,227) new shares having a nominal value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each (together referred to as the "New Shares"), and having the same rights and obligations as the existing shares, without reserving a preferential subscription right to the existing shareholders of the Company.

5. Pursuant to the Board Resolutions and in accordance with article 4.9 of the Articles, Mr. John Livingston, as delegate of the Company (the "Delegate"), acting individually, is authorised (i) to receive all the subscriptions for the issue, in one or several sequences, of the New Shares, (ii) to verify the payment in full of the subscription price, (iii) to settle the issue, in one or several sequences, of the New Shares upon exercise by the participants of the options granted to them by the Company pursuant to the share award scheme adopted by the Company's shareholders on 14 September 2012, and (iv) to deliver a confirmation that the New Shares are issued and to do all and anything in connection with the issue of the New Shares.

6. The Board Resolutions further provide that the date of issue of the New Shares shall be conclusively determined by the Delegate, upon subscription, in one or several sequences, of the New Shares and the confirmation on the availability of the subscription funds in favor of the Company.

7. Pursuant to the Delegate's Declaration, the Delegate states and confirms that:

The Company has received the subscriptions for the issue of seventeen thousand nine hundred and four (17,904) New Shares, which have all been fully paid up in cash, as follows:

Issuance Date	Number of shares issued	Subscription Price (HKD) HKD 17.36 / share issued	Exchange rate as published on the website of the OANDA Corporation (www.oanda.com) on the issuance date	Subscription Price (USD)	Subscription price allocated to the subscribed share capital of the Company (USD)	Subscription price allocated to the share premium account of the Company (USD)
12/12/2014	17,904	HKD 310,813.44	HKD 1 = USD 0.12899	USD 40,091.83	USD 179.04	USD 39,912.79

As a consequence of the above, the aggregate subscription price of seventeen thousand nine hundred and four (17,904) New Shares amounting to forty thousand ninety-one United States Dollars eighty-three Cents (USD 40,091.83) shall be allocated as follows:

- one hundred seventy-nine United States Dollars four Cents (USD 179.04) shall be allocated to the subscribed share capital of the Company; and
- thirty-nine thousand nine hundred and twelve United States Dollars seventy-nine Cents (39,912.79) shall be allocated to the share premium account of the Company.

The justifying documents of the subscriptions and of the payment have been produced to the notary, who expressly acknowledges it.

8. As a consequence of the abovementioned increase of the Company's share capital, article 4.1 the Articles of the Company shall be amended and shall be read as follows:

“ 4.1. The subscribed share capital of the Company is set at fourteen million eighty thousand two hundred sixty-four United States Dollars fifty-six Cents (USD 14,080,264.56) represented by one billion four hundred and eight million twenty-six thousand four hundred fifty-six (1,408,026,456) Shares with a par value of United States Dollar one Cent (USD 0.01) each.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this deed.

After reading and interpretation to the appearing person, known to the notary by her first and surname, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trentième jour de décembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A comparu:

Melle Carmen André, Juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de représentant de Samsonite International S.A., une société anonyme, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159469 (la «Société»), en vertu des résolutions du conseil d'administration de la Société adoptées en date du 8 janvier 2013 (les «Résolutions du Conseil»), ainsi que la déclaration adoptée en date du 23 décembre 2014 par Monsieur John Livingston, dûment autorisé en vertu des Résolutions du Conseil (la «Déclaration du Délégué»).

Une copie des Résolutions du Conseil et une copie de la Déclaration du Délégué, après avoir été paraphées ne varietur par la comparante et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, agissant en sa capacité mentionnée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les déclarations suivantes:

1) La Société a été constituée par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 8 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du numéro 987, pages 47.332 le 12 mai 2011, tels que rectifiés suivant un acte notarié de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, daté du 22 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1079, page 51.773, le 23 mai 2011. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 18 septembre 2014 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3234, page 155.205, le 4 novembre 2014.

2) En vertu de l'article 4.1 des statuts de la Société (les «Statuts»), le capital social souscrit de la Société est fixé à quatorze millions quatre-vingt mille quatre-vingt-cinq Dollars Américains cinquante-deux Centimes (USD 14.080.085,52), représenté par un milliard quatre cent huit millions huit mille cinq cent cinquante-deux (1.408.008.552) actions ayant une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

3) En vertu de l'article 4.2 des Statuts, le capital social autorisé de la Société est fixé, incluant le capital social souscrit, à un milliard douze millions huit cent mille trois cent soixante-neuf Dollars Américains quatre-vingt-dix-neuf Centimes (USD 1.012.800.369,99), représenté par cent un milliards deux cent quatre-vingt millions trente-six mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (101.280.036.999) actions ayant une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

4) Par les Résolutions du Conseil, le conseil d'administration de la Société a décidé d'augmenter, en une ou plusieurs tranches, le capital social de la Société, dans les limites du capital social autorisé conformément à l'article 4.2 des Statuts, d'un montant de cent cinquante cinq mille trois cent vingt-deux Dollars Américains vingt-sept Centimes (USD 155.322,27) de façon à l'accroître jusqu'à quatorze millions deux cent vingt-six mille six cent quatre-vingt-douze Dollars Américains trente et un Centimes (USD 14.226.692,31) par l'émission de quinze millions cinq cent trente deux mille deux cent vingt-sept (15.532.227) nouvelles actions ayant une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune (ensemble les «Nouvelles Actions»), ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants de la Société.

5) En vertu des Résolutions du Conseil et conformément à l'article 4.9 des Statuts, Mr. John Livingston, agissant en qualité de délégué de la Société (le «Délégué»), agissant individuellement est autorisé (i) à recevoir toutes les souscriptions pour l'émission, en une ou plusieurs tranches, des Nouvelles Actions, (ii) à vérifier la paiement intégral du prix de souscription, (iii) à effectuer l'émission, en une ou plusieurs tranches, des Nouvelles Actions dès exercice par les participants des options accordées par la Société suivant le règlement d'attribution des actions adopté par les actionnaires de la Société le 14 septembre 2012 et (iv) à délivrer une confirmation que les Nouvelles Actions ont été émises et effectuer tout acte en relation avec l'émission des Nouvelles Actions.

6) Les Résolutions du Conseil précisent en outre que la date d'émission des Nouvelles Actions doit être définitivement fixée par le Délégué, lors de la souscription, en une ou plusieurs tranches, des Nouvelles Actions et de la confirmation de la disponibilité des fonds de souscription en faveur de la Société.

7) Sur base de la Déclaration du Délégué, le Délégué déclare et confirme que:

La Société a reçu les souscriptions pour l'émission de dix-sept mille neuf cent quatre (17.904) Nouvelles Actions, qui ont toutes été entièrement libérées en numéraire, comme suit:

Date d'Emission	Nombre d'actions émises	Prix de Souscription (HKD) / action émise	Taux de change tel que publié sur le site de OANDA Corporation (www.oanda.com) au jour de la date d'émission	Prix de Souscription (USD)	Prix de souscription alloué au capital social souscrit de la Société (USD)	Prix de souscription alloué au compte prime d'émission de la Société (USD)
12/12/2014	17.904	HKD 310.813,44	HKD 1 = USD 0,12899	USD 40.091,83	USD 179,04	USD 39.912,79

En conséquence de ce qui précède, la somme totale des souscriptions de dix-sept mille neuf cent quatre (17.904) Nouvelles Actions s'élevant à quarante mille quatre-vingt-onze Dollars Américains quatre-vingt-trois Centimes (USD 40.091,83) est alloué comme suit:

- Cent soixante-dix-neuf Dollars Américains quatre Centimes (USD 179,04) est alloué au capital social souscrit de la Société; et

- Trente-neuf mille neuf cent douze Dollars Américains soixante-dix-neuf Centimes (USD 39.912,79) est alloué au compte prime d'émission de la Société.

Les documents justificatifs des souscriptions et de la libération ont été présentés au notaire soussigné, qui le constate expressément.

8) En conséquence de l'augmentation du capital social de la Société susmentionnée, l'article 4.1 des Statuts de la Société doit être modifié et doit être lu désormais comme suit:

« 4.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatorze millions quatre-vingt mille deux cent soixante quatre Dollars Américains cinquante-six Centimes (USD 14.080.264,56), représenté par un milliard quatre cent huit millions vingt-six mille quatre cent cinquante-six (1.408.026.456) Actions d'une valeur nominale de un Centime de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de quelque nature qu'ils soient, incombant à la Société à raison du présent acte, sont estimés à EUR 2.000.-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise prévaut.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la même date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. ANDRÉ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/344. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026260/178.

(150029415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Noble Holding International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.770.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 148.311.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth day of the month of January;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "Noble Holding International (Luxembourg) S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée" having its registered office at 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and company register under number B 148.311 (the "Company"), whose registered office and central administration was transferred to the Grand-Duchy of Luxembourg from the Cayman Islands by a notarial deed dated 23 September 2009, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2002 and dated 14 October 2009, and lastly amended by a notarial deed enacted by the undersigned notary on 23 February 2012 and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 968, dated 14 April 2012.

The meeting is presided by Mrs. Monique GOERES, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

The chairperson appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

The chairperson requests the notary to act that:

I.- The sole shareholder of the Company, Noble Corporation, an exempt company limited by shares, existing and organized under the laws of Cayman Islands, having its registered office at Uglan House, George Town, Grand Cayman, KY1-1104 Cayman Islands (the "Sole Shareholder") is duly represented by Mr. Christian DOSTERT, pre-named, by virtue of a proxy given under private seal dated 27 January 2015.

The above mentioned proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

II.- That the 554,000 (five hundred fifty four thousand) shares of USD 5 (five United States Dollars) each, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states as having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of convening notice right;
2. Approval of the amendment of the signature power to bind the Company;
3. Subsequent amendment of the first and second paragraphs of article 13 of the articles of association of the Company in order to reflect the new signature power described in resolution 2. above; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to approve the amendment of the Company's signatory policy, so that the Company shall be bound by the sole signature of any director of the Company.

Third resolution:

As a consequence of the second resolution above, it is resolved to amend accordingly the first and second paragraphs of article 13 of the Company's articles of association to read as follows:

Art. 13. 1st paragraph: "The Company shall be represented through the sole signature of any member of the Board."

2nd paragraph: "The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two members of the Board. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by any member of the Board."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above resolutions, have been estimated at about EUR 1,050.- (one thousand and fifty Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed with us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Noble Holding International (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.311 (la «Société»), dont le siège social et la gestion centrale ont été transférés au Grand-Duché de Luxembourg depuis les Îles Cayman par un acte notarié daté du 23 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2002 en date du 14 octobre 2009 et modifié pour la dernière fois par un acte notarié du notaire soussigné le 23 février 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 968 en date du 14 avril 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Monique GOERES, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique de la Société, Noble Corporation, une société exempte limitée par part, de droit des Îles Cayman, ayant son siège social à Uglan House, George Town, Grand Cayman KY1-1104, Îles Cayman (l'«Associé Unique») est dûment représentée par Monsieur Christian DOSTERT, pré-qualifiée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 27 janvier 2015.

La procuration susmentionnée, signée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera ci-annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel qu'évoqué plus haut, a demandé au notaire d'acter comme suit:

II.- Que les 554.000 (cinq cent cinquante-quatre mille) parts sociales d'une valeur nominale de 5 USD (cinq Dollars américains) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique confirme avoir été valablement informé à l'avance.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de la modification du pouvoir de signature pour engager la Société;
3. Modification en conséquence du premier et deuxième paragraphe de l'article 13 des statuts de la Société, afin de refléter le nouveau pouvoir de signature, tel que décrit dans la résolution 2. ci-dessus; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit à une convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère être valablement convoqué et est donc d'accord pour délibérer et voter sur tous les points de l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'approuver la modification du pouvoir de signature dans la Société, de sorte que la Société sera désormais engagée par la seule signature d'un de ses gérants.

Troisième résolution:

En conséquence de la deuxième résolution ci-dessus, il est décidé de modifier les premier et second paragraphes de l'article 13 de la Société pour leur donner la teneur suivante:

Art. 13. 1^{er} paragraphe: «La Société sera représentée par la seule signature de tout membre du Conseil.»

2^{ème} paragraphe: «Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux membres du Conseil. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés être produits en justice ou ailleurs devront être signés par le président ou par tout membre du Conseil.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet Acte, ont été évaluées à environ EUR 1.050,- (mille cinquante euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, agissant comme dit ci-avant, connus du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. GOERES, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 3 février 2015. 2LAC/2015/2394. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015026143/137.

(150029304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Sofie Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 187.376.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la société tenu le 10 février 2015 à 14.00

Le Conseil d'administration décide de nommer Luxembourg International Consulting S.A. «Interconsult» avec siège social au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg (RCS Luxembourg B40312) comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Signatures

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2015025516/14.

(150028074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

New Chemicals Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 62.942,18.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 148.784.

—
In the year two thousand and fourteen, on the first day of December,
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of New Chemicals Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with its registered office at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 148.784 (the Company). The Company has been incorporated on September 24, 2009 pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - No 2205 of November 11, 2009. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated June 16, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - No 2123 of September 12, 2011.

THERE APPEARED:

1) Investindustrial III L.P., a limited partnership incorporated and organised under the laws of England, having its registered office at 180-186 Brompton Road, London SW3 1HQ, United Kingdom, registered under number LP010560, represented by its general partner Investindustrial Partners Limited, a company incorporated under the laws of Jersey, having its registered office at Ogier House, the Esplanade, St Helier, JE4 9WG Jersey, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Register under number 86036,

hereby represented by Tom Storck, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration,

2) New York Life Capital Partners III-A L.P., a limited partnership organized under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its principal office at 51 Madison Avenue, New York, NY 10010, registered in Delaware under number 4042730,

hereby represented by Tom Storck, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration,

3) New York Life Capital Partners III, L.P., a limited partnership organized under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its principal office at 51 Madison Avenue, New York, NY 10010, registered in Delaware under number 4042729,

hereby represented by Tom Storck, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal,

said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration,

being the shareholders of the Company (the Shareholders).

The Shareholders, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. The six million two hundred and ninety-four thousand two hundred and eighteen (6,294,218) shares of the Company, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01.-) each, representing the entire share capital of the Company of an amount of sixty-two thousand nine hundred and forty-two euro and eighteen euro cents (EUR 62,942.18) are duly represented at the present Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver to the convening notices;

2. Amendment of the corporate object of the Company and subsequent amendment of article 3 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management and transfer of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.”

3. Miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Shareholders waive the convening notice, and consider themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda.

Second resolution

The Shareholders resolve to amend the corporate object of the Company and to subsequently amend article 3 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management and transfer of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations, which directly or indirectly favour or relate to its object.”

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier jour de décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de New Chemicals Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.784 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg le 24 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - No 2205 du 11 novembre 2009. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois, en vertu d'un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - numéro 2123 du 9 septembre 2011.

ONT COMPARU:

1) Investindustrial III L.P., une société constituée et organisée selon les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à 1, Duchess Street, Londres W1W 6AN, Royaume Uni, avec numéro d'immatriculation LP 10560, représentée par son associé commandité INVESTINDUSTRIAL PARTNERS LIMITED, ayant son siège social au Whiteley Chambers, Don Street, Jersey JE4 9WG, immatriculée à Jersey sous le numéro 86036,

ici représentée par Tom Storck, avocat à la Cour, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement,

2) New York Life Capital Partners III-A, L.P., une société constituée et organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 51 Madison Avenue, New York, NY 10010, immatriculée au Delaware sous le numéro 4042730,

ici représentée par Tom Storck, avocat à la Cour, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement,

3) New York Life Capital Partners III, L.P., une société constituée et organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 51 Madison Avenue, New York, NY 10010, immatriculée au Delaware sous le numéro 4042729,

ici représentée par Tom Storck, avocat à la Cour, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement,

étant les associés de la Société (les Associés).

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les six millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent dix-huit (6.294.218) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro cent (EUR 0,01) chacune, qui représentent la totalité du capital social de la Société d'un montant de soixante-deux mille neuf cent quarante-deux euro et dix-huit euro cents (EUR 62.942,18) sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points qui sont à l'ordre du jour reproduits ci-après.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux convocations d'usage;

2. Modification de l'objet social de la société et modification subséquente de l'article 3 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet social.**

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, la gestion et le transfert de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»

3. Divers.

III. Les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, les Associés renoncent aux formalités de convocation, et se considèrent eux-mêmes comme ayant été dûment convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour.

Deuxième résolution

Les Associés décident de modifier l'objet social de la société et, subséquentement, l'article 3 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet social.**

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, la gestion et le transfert de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.»

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte, sont évalués à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: T. STORCK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58782. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015026134/227.

(150030039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Immofisc S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 194.494.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le quatre février.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

A COMPARU:

Monsieur Norbert OHLES, comptable, né à Malmédy, Belgique, le 10 janvier 1957 (Matricule 1957 0110 01566), demeurant à L-9153 Goebelsmuehle, 9, Op der Gare.

Lequel comparant a par les présentes déclaré constituer une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de IMMOFISC S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 2. Le siège social est fixé dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associé(s).

Art. 3. La société a pour objet la prestation de services administratifs, à l'exception de ceux réservés aux professions reprises aux articles 15 à 22 de la loi du 2 septembre 2011.

La société peut en outre exercer toutes activités et effectuer toutes opérations ayant un rapport direct et indirect avec son objet social ou susceptibles d'en favoriser sa réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents (€ 12.500.-) euros divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérant(s).

L'assemblée générale des associés fixe les pouvoirs du ou des gérant(s).

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. En cas de dissolution, la société sera dissoute et la liquidation sera faite conformément aux prescriptions légales.

Art. 11. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les présents statuts, le ou les associé(s) se soumet(tent) à la législation en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre 2015.

Souscription:

Les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées par l'associé unique Monsieur Norbert OHLES, préqualifié.

La libération du capital social a été faite par un versement en espèces de sorte que le somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à € 1.015.-

Assemblée générale extraordinaire

Réuni en assemblée générale extraordinaire, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée: Monsieur Norbert OHLES, comptable, né à Malmédy, Belgique, le 10 janvier 1957 (Matricule 1957 0110 01566), demeurant à L-9153 Goebelsmuehle, 9, Op der Gare.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances sous la signature individuelle de son gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social est fixée au L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: Ohles, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 février 2015. Relation: EAC / 2015 / 3100. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015025989/65.

(150029605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Secoya Private Equity Investments SCA-SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 151.966.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Secoya Private Equity Investments SCA-SICAR, a Corporate partnership limited by shares - investment company in risk capital (Société en Commandite par Actions - Société d'Investissement en Capital à Risque),(the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 15 March 2010, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 678 of 31 March 2010.

The Meeting was presided by Mr Bertrand Barthel, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Catherine Dufour, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. All the shares being registered shares, this Meeting was convened by notices containing the agenda of the Meeting sent to all registered shareholders of shares in the Company (the "Shareholders") by mail on 21 November 2014.

The undersigned notary informed the Appearers of the fact, that the present extraordinary general meeting has not been convened pursuant to the dispositions of Article 67-1 (2) of the law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The meeting discharge the undersigned notary for all consequences that could result from this irregularity.

II. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented the members of the bureau of the meeting and the undersigned notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the bureau of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to the present deed.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

(1) Amendment of article 6 "Form of shares" of the articles of incorporation of the Company (the Articles) by the replacement of paragraph 6.6 and the insertion of five new paragraphs to this article 6 to cover the treatment of shares and their holders in case of division of ownership between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire), so that it shall from now on read as follows:

" **6.6.** If a Share is the object of an usufruct (usufruit), it will, upon instructions of the last owner of the full property rights to the Share, be registered jointly in the name of the usufruct holder (the Usufruct Holder) and of the bare owner (the Bare Owner).

6.7. Both the Usufruct Holder and the Bare Owner will be convened to any General Meeting, either ordinary or extraordinary, and will have the same right of information in respect of the affairs of the Company.

6.8. The Usufruct Holder will be conferred, for each of the Shares he/she holds as an Usufruct Holder, the following rights:

- (a) voting rights;
- (b) the right to dividends and other distributions, except those granted to the Bare Owner under Section 6.9 hereafter;
- (c) any such subscription rights as set forth in the Memorandum.

6.9. The Bare Owner will be conferred, for each of the Shares he/she holds as a Bare Owner, the rights to the proceeds of the liquidation of the Company (or a Compartment thereof). The Bare Owner will also have, towards the Usufruct Holder any such rights and entitlement which result from Luxembourg law. Should there be special rights agreed upon between the Usufruct Holder and the Bare Owner, they will only have effect between those persons and not towards the Company.

6.10. The capacity of an Usufruct Holder or of a Bare Owner will be materialised and established by the inscription in the Company's register of shareholders of:

- (a) opposite to the name of the Usufruct Holder, the reference to his/her usufruct entitlements as well as the Shares on which the usufruct has been established; and
- (b) opposite to the name of the Bare Owner, the reference to his/her entitlements as a Bare Owner as well as the Shares on which the bare ownership has been established.

6.11. If the usufruct is terminated or lapses for any reason, it will, upon the joint instructions of the Usufruct Holder and of the Bare Owner, or of their legitimate successors in right, be registered as to its full ownership in the name of the new owner thereof."

(2) Subsequent renumbering of article 6 of the Articles further to the insertion of the new paragraphs in this article.

(3) Amendment of article 7 "Issue of shares" of the Articles by the insertion of a an additional sentence in paragraph 7.2 to clarify the General Partner's role in verifying that investors are well-informed investors within the meaning of article 2 of the Luxembourg act of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as may be amended from time to time (the 2004 Act), so as to read as follows:

"The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor and any other relevant condition set out in the Memorandum will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner."

(4) Amendment of article 12 "Calculation of net asset value" of the Articles and in particular paragraphs 12.2, 12.4 and 12.9 regarding the references to the external AIFM and by deleting the paragraphs 12.11 and 12.12, so as to read as follows:

12.2. "The net asset value of each Compartment shall be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law on each Valuation Day. The external alternative investment fund (the external AIFM), within the meaning of the Luxembourg act of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as may be amended from time to time (the 2013 Act), may, at its discretion, calculate an estimated net asset value on days which are not Valuation Days. The said estimated net asset value cannot be used for subscription, redemption or conversion purposes and will be calculated for information only. Furthermore, exceptionally and upon the decision of the General Partner or the external AIFM, the Company may decide to calculate an exceptional net asset value for the specific purposes of subscription, redemption or conversion."

12.4. “The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Compartment will be converted into the reference currency of such Compartment at the relevant rates of exchange prevailing on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the external AIFM.”

12.9. “The value of the assets of the Company in respect of a Compartment will be determined as follows:

(a) the value of any cash in hand or on deposit, notes and bills payable on demand and accounts receivable (including reimbursements of fees and expenses payable by any fund in which the Company may invest), prepaid expenses and cash dividends declared and interest accrued but not yet collected, shall be deemed the nominal value of these assets unless it is improbable that it can be paid and/or collected in full; in which case, the value will be arrived at after deducting such amounts as the external AIFM may, consider appropriate to reflect the true value of these assets;

(b) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or any other regulated market as well as listed securities or securities not listed on a regulated market for which no price is available, or securities whose quoted price is, in the opinion of the external AIFM, not representative of actual market value, will be valued at their last known price in Luxembourg or, in the absence of such price, on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the external AIFM, provided that investments in private equity securities not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market will be estimated with due care and in good faith, taking due account of the guidelines and principles for valuation of portfolio companies set out by International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, published by the European Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC) in March 2005, as may be amended from time to time;

(c) securities listed on an official stock exchange or dealt on any other organised market will be valued at their last available price in Luxembourg on the Valuation Day and, if the security is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this security. If the last known price is not representative, valuation will be based on the fair value at which it is expected it can be sold, as determined with prudence and in good faith by the external AIFM;

(d) the valuation of investments reaching maturity within a maximum period of 90 days may include straight-line daily amortisation of the difference between the principal 91 days before maturity and the value at maturity;

(e) the interests in unlisted funds are valued on the basis of the last official or estimated net asset value, as set out below. This net asset value may be adjusted by applying a recognised index so as to reflect market changes since the last valuation. In the context of Compartments which invest in other funds, valuation of their assets may be complex in some circumstances and the administrative agents of such funds may be late or delay communicating the relevant official net asset values. The external AIFM may use, on the Valuation Day, estimated net asset values provided by the administrative agents or managers of the said funds if these are more recent than their available official net asset values. In this case, the net asset value thus determined for the Compartments concerned may be different from the value that would have been calculated on the Valuation Day using the official net asset values calculated by the administrative agents of the funds in which the Compartment invested. Nevertheless, net asset values calculated on the basis of estimated net asset values shall be considered as final and applicable despite any future divergence;

(f) liquid assets and money market instruments are valued at their nominal value plus accrued interest, or on the basis of amortised costs;

(g) any other securities and assets are valued in accordance with the procedures put in place by the external AIFM and with the help of specialist valuers, as the case may be.”

(5) Subsequent renumbering of article 12 of the Articles further to the deleting of two paragraphs in this article.

(6) Amendment of article 15 "Management" of the Articles by inserting a new paragraph 15.4 for the General Partner to be in a position to appoint an agents, so as to read as follows:

"The General Partner may at any time appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, such as an external AIFM or investment manager(s) of the Company or a Compartment. The appointed officers or agents will be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner."

(7) Amendment and replacement of article 27 "Custodian" of the Articles so as to read as follows:

" Art. 27. Depositary.

27.1 The Company shall enter into a depositary agreement with a bank or a savings institution which shall satisfy the requirements of the 2004 Act and the 2013 Act (the Depositary) who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibility provided by the 2004 Act and the 2013 Act.

27.2 In the event of the Depositary desiring to retire, the General Partner or the external AIFM shall within two months appoint another financial institution to act as depositary and upon doing so the General Partner shall appoint such institution to be depositary in place of the retiring Depositary. The General Partner or the external AIFM shall have power to terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

27.3 In case of investments by the Company in countries where the law of the relevant country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 19.11 (d)(ii) of the 2013 Act, the Depositary can discharge itself of liability subject to the conditions set out in article 19.14 of the 20103 Act."

(8) Decision to insert the following new article 29. "Preferential treatment of investors" in the Articles:

" **29.1.** Any prospective or existing investor may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a disadvantage to certain or all of the other investors (the Preferential Treatment) provided, however, that such Preferential Treatment does not result in an overall material disadvantage to other investors.

29.2. A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or Transfer of Shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of a Compartment's portfolio or of the Company's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the General Partner's or the external AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its external AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the General Partner and/or the external AIFM.

29.3. A Preferential Treatment may be granted on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or the external AIFM.

29.4. A Preferential Treatment may take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of shares or Class, or may take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its external AIFM.

29.5. Unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been granted a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been granted.

29.6. Whenever the external AIFM grants a Preferential Treatment to an investor, a description of that Preferential Treatment, the type of investors which obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or the external AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors pursuant to such means decided by the external AIFM in accordance with applicable laws and regulations. It is being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

(9) Subsequent renumbering of article 29 "Applicable Law" into article 30.

(10) Decision that, in accordance with article 3(1), paragraph 2 of the 2004 Act, the Articles be drawn up in English language only, without being followed by a translation into an official language of the Grand Duchy of Luxembourg.

IV. That it appears from the attendance list of the Company that out of 125,309 shares and one (1) GP Share, 7,500 shares and the GP Share are represented at the present extraordinary general meeting.

V. The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting has been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated above, for the 20 November 2014 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with Article 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present Meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are represented.

VI. That the resolutions on such items, in order to be adopted, shall be carried by at least two-thirds of the votes validly cast.

After deliberation, the Meeting, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to amend article 6 "Form of shares" of the articles of incorporation of the Company (the Articles) by the replacement of paragraph 6.6 and the insertion of five new paragraphs to this article 6 to cover the treatment of shares and their holders in case of division of ownership between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire), so that it shall from now on read as follows:

" **6.6.** If a Share is the object of an usufruct (usufruit), it will, upon instructions of the last owner of the full property rights to the Share, be registered jointly in the name of the usufruct holder (the Usufruct Holder) and of the bare owner (the Bare Owner).

6.7. Both the Usufruct Holder and the Bare Owner will be convened to any General Meeting, either ordinary or extraordinary, and will have the same right of information in respect of the affairs of the Company.

6.8. The Usufruct Holder will be conferred, for each of the Shares he/she holds as an Usufruct Holder, the following rights:

- (a) voting rights;
- (b) the right to dividends and other distributions, except those granted to the Bare Owner under Section 6.9 hereafter;
- (c) any such subscription rights as set forth in the Memorandum.

6.9. The Bare Owner will be conferred, for each of the Shares he/she holds as a Bare Owner, the rights to the proceeds of the liquidation of the Company (or a Compartment thereof). The Bare Owner will also have, towards the Usufruct Holder any such rights and entitlement which result from Luxembourg law. Should there be special rights agreed upon between the Usufruct Holder and the Bare Owner, they will only have effect between those persons and not towards the Company.

6.10. The capacity of an Usufruct Holder or of a Bare Owner will be materialised and established by the inscription in the Company's register of shareholders of:

- (a) opposite to the name of the Usufruct Holder, the reference to his/her usufruct entitlements as well as the Shares on which the usufruct has been established; and
- (b) opposite to the name of the Bare Owner, the reference to his/her entitlements as a Bare Owner as well as the Shares on which the bare ownership has been established.

6.11. If the usufruct is terminated or lapses for any reason, it will, upon the joint instructions of the Usufruct Holder and of the Bare Owner, or of their legitimate successors in right, be registered as to its full ownership in the name of the new owner thereof."

Second resolution

The meeting decides the subsequent renumbering of article 6 of the Articles further to the insertion of the new paragraphs in this article.

Third resolution

The meeting decides to amend article 7 "Issue of shares" of the Articles by the insertion of an additional sentence in paragraph 7.2 to clarify the General Partner's role in verifying that investors are well-informed investors within the meaning of article 2 of the Luxembourg act of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as may be amended from time to time (the 2004 Act), so as to read as follows:

"The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor and any other relevant condition set out in the Memorandum will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner."

Fourth resolution

The meeting decides to amend article 12 "Calculation of net asset value" of the Articles and in particular paragraphs 12.2, 12.4 and 12.9 regarding the references to the external AIFM and by deleting the paragraphs 12.11 and 12.12, so as to read as follows:

12.2. "The net asset value of each Compartment shall be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law on each Valuation Day. The external alternative investment fund (the external AIFM), within the meaning of the Luxembourg act of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as may be amended from time to time (the 2013 Act), may, at its discretion, calculate an estimated net asset value on days which are not Valuation Days. The said estimated net asset value cannot be used for subscription, redemption or conversion purposes and will be calculated for information only. Furthermore, exceptionally and upon the decision of the General Partner or the external AIFM, the Company may decide to calculate an exceptional net asset value for the specific purposes of subscription, redemption or conversion."

12.4. “The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Compartment will be converted into the reference currency of such Compartment at the relevant rates of exchange prevailing on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the external AIFM.”

12.9. “The value of the assets of the Company in respect of a Compartment will be determined as follows:

(a) the value of any cash in hand or on deposit, notes and bills payable on demand and accounts receivable (including reimbursements of fees and expenses payable by any fund in which the Company may invest), prepaid expenses and cash dividends declared and interest accrued but not yet collected, shall be deemed the nominal value of these assets unless it is improbable that it can be paid and/or collected in full; in which case, the value will be arrived at after deducting such amounts as the external AIFM may, consider appropriate to reflect the true value of these assets;

(b) unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or any other regulated market as well as listed securities or securities not listed on a regulated market for which no price is available, or securities whose quoted price is, in the opinion of the external AIFM, not representative of actual market value, will be valued at their last known price in Luxembourg or, in the absence of such price, on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the external AIFM, provided that investments in private equity securities not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market will be estimated with due care and in good faith, taking due account of the guidelines and principles for valuation of portfolio companies set out by International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, published by the European Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC) in March 2005, as may be amended from time to time;

(c) securities listed on an official stock exchange or dealt on any other organised market will be valued at their last available price in Luxembourg on the Valuation Day and, if the security is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this security. If the last known price is not representative, valuation will be based on the fair value at which it is expected it can be sold, as determined with prudence and in good faith by the external AIFM;

(d) the valuation of investments reaching maturity within a maximum period of 90 days may include straight-line daily amortisation of the difference between the principal 91 days before maturity and the value at maturity;

(e) the interests in unlisted funds are valued on the basis of the last official or estimated net asset value, as set out below. This net asset value may be adjusted by applying a recognised index so as to reflect market changes since the last valuation. In the context of Compartments which invest in other funds, valuation of their assets may be complex in some circumstances and the administrative agents of such funds may be late or delay communicating the relevant official net asset values. The external AIFM may use, on the Valuation Day, estimated net asset values provided by the administrative agents or managers of the said funds if these are more recent than their available official net asset values. In this case, the net asset value thus determined for the Compartments concerned may be different from the value that would have been calculated on the Valuation Day using the official net asset values calculated by the administrative agents of the funds in which the Compartment invested. Nevertheless, net asset values calculated on the basis of estimated net asset values shall be considered as final and applicable despite any future divergence;

(f) liquid assets and money market instruments are valued at their nominal value plus accrued interest, or on the basis of amortised costs;

(g) any other securities and assets are valued in accordance with the procedures put in place by the external AIFM and with the help of specialist valuers, as the case may be.”

Fifth resolution

The meeting decides the subsequent renumbering of article 12 of the Articles further to the deleting of two paragraphs in this article.

Sixth resolution

The meeting decides to amend article 15 "Management" of the Articles by inserting a new paragraph 15.4 for the General Partner to be in a position to appoint an agents, so as to read as follows:

"The General Partner may at any time appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, such as an external AIFM or investment manager(s) of the Company or a Compartment. The appointed officers or agents will be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner."

Seventh resolution

The meeting decides to amend and replace article 27 "Custodian" of the Articles so as to read as follows:

" Art. 27. Depositary.

27.1 The Company shall enter into a depositary agreement with a bank or a savings institution which shall satisfy the requirements of the 2004 Act and the 2013 Act (the Depositary) who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibility provided by the 2004 Act and the 2013 Act.

27.2 In the event of the Depositary desiring to retire, the General Partner or the external AIFM shall within two months appoint another financial institution to act as depositary and upon doing so the General Partner shall appoint such institution to be depositary in place of the retiring Depositary. The General Partner or the external AIFM shall have power to terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

27.3 In case of investments by the Company in countries where the law of the relevant country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 19.11 (d)(ii) of the 2013 Act, the Depositary can discharge itself of liability subject to the conditions set out in article 19.14 of the 20103 Act."

Eighth resolution

The meeting decides to insert the following new article 29. "Preferential treatment of investors" in the Articles:

" Art. 29 Preferential treatment of investors.

29.1 Any prospective or existing investor may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a disadvantage to certain or all of the other investors (the Preferential Treatment) provided, however, that such Preferential Treatment does not result in an overall material disadvantage to other investors.

29.2 A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or Transfer of Shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of a Compartment's portfolio or of the Company's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the General Partner's or the external AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its external AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the General Partner and/or the external AIFM.

29.3 A Preferential Treatment may be granted on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or the external AIFM.

29.4 A Preferential Treatment may take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of shares or Class, or may take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its external AIFM.

29.5 Unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been granted a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been granted.

29.6 Whenever the external AIFM grants a Preferential Treatment to an investor, a description of that Preferential Treatment, the type of investors which obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or the external AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors pursuant to such means decided by the external AIFM in accordance with applicable laws and regulations. It is being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

Ninth resolution

The meeting decides renumber article 29 "Applicable Law" into article 30.

Tenth resolution

The meeting decides that, in accordance with article 3(1), paragraph 2 of the 2004 Act, the Articles be drawn up in English language only, without being followed by a translation into an official language of the Grand Duchy of Luxembourg.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, the present original deed.

Signé: B. BARTHEL, C. DUFOUR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58769. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026240/373.

(150029600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

NearVision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 42.400.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 145.600.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "NearVision S.à r.l." (the "Company"), a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 145.600, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, enacted on 25 March 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 816, on 16 April 2009, and lastly amended by a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, enacted on 27 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2158, on 14 September 2011.

The meeting is presided by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg. The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Solange Wolter, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxy, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with this deed.

II.- As it appears from the attendance list, the forty-one million four hundred thousand (41,400,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one million (1,000,000) preferred ratchet shares (the "Ratchet Shares" and together with the Ordinary Shares, the "Shares"), with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the sole shareholder expressly state having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of notice right;
2. Full restatement of the articles of association of the Company; and
3. Miscellaneous.

First resolution:

It is resolved that the shareholders waive their right to prior notice of the current meeting; the shareholders acknowledge being sufficiently informed of the agenda and consider being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the shareholders within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

Given that the articles of association of the Company contain references to BV Capital Partners Luxembourg SA, a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 25B, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, whereas it is no longer a shareholder of the Company since 7 July 2014, it is unanimously resolved to restate in full the Company's articles of association as follows:

“Chapter I. Form, Corporate Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There exists among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles").

The Company exists under the name of "Near-Vision S.à r.l".

Art. 2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Board of Managers is authorised to change the address of the Company's registered office inside the municipality of the Company's registered office.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Corporate Object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing (without a public offer) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind as the Company deems necessary, only to the extent advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. Share Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company is set at forty-two million four hundred thousand Euros (EUR 42,400,000.-) divided into forty-one million four hundred thousand (41,400,000) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one million (1,000,000) preferred ratchet shares (the "Ratchet Shares" and together with the Ordinary Shares, the "Shares"), with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

6.1. General

All the Shares will be and remain in registered form.

When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his Shares.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant share until that common representative has been appointed.

6.2. General restrictions of Transfer

For the purpose of the Articles including but not limited to this article 6:

"Affiliate" in relation to a person means any other person that is, directly or indirectly, Controlling, Controlled by or under common Control with that person.

"Business Day" means a day which is not a Saturday or a Sunday, and on which commercial banks are open for corporate business in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

"Control" means control ("influence dominante") as defined in Article 2 of the law of 25 August 2006. The same applies to any derivative forms and expressions of this term (including if it is used as a verb).

"FarVision" means FarVision S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under n° B 145.535.

"Master Manco" means Eyes Master Manco B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap) duly established under the laws of the Netherlands, having its registered office at Papland 21, 4206 CK, Gorinchem, The Netherlands, registered with the Register of Amsterdam under n° 52502120.

"Transfer" (and all derivative forms and expressions, including verbs) shall mean any transaction aiming at or resulting in a transfer of Securities of the Company, for valuable consideration or for free, voluntarily, by public auction, by reason of death or pursuant to a court decision or arbitration award, including but not limited to contributions or transfers of a universality or business, merger, demerger, the granting of a pledge, the granting of options to purchase or to sell Securities or the conclusion of a swap or other agreement, that completely or partially transfers the economical benefits or the ownership of Securities.

Notwithstanding the other provisions of this article 6, a Transfer of shares, warrants, (convertible) bonds or other securities giving the right to subscribe for or to obtain Shares by way of conversion or otherwise (the "Securities") is not allowed and shall not be enforceable vis-à-vis the shareholders and the Company unless (i) the acquirer has become a party to any agreement that may be entered into from time to time between the shareholders of the Company through the execution of a deed of adherence and (ii) it is in compliance with all the transfer conditions set out in this article 6.

Any transfer of Securities is subject to the approval of the general meeting of the shareholders of the Company representing at least 75% of the share capital of the Company.

The transfer of Shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

In case a shareholder (or several shareholders) exercise(s) its (their) rights under article 6.5., 6.6. or 6.7:

(i) the Transfer of its (their) Securities to a third party (the "Candidate-Purchaser") shall be effected at the same time and at the same terms and conditions as those offered by the Candidate-Purchaser to the shareholder willing to transfer its Securities.

(ii) all transferring shareholders shall assume the same liabilities (including relating to misrepresentations and breach of warranties), provided that their liability shall be in proportion to the part of the purchase price allocated to each of them and there shall be no joint and several liability among transferring shareholders.

6.3. Permitted Transfers

Without prejudice to article 6.2., the following Transfers are permitted and not subject to any of the other restrictions set forth in this article 6:

(i) A Transfer between any shareholders of the Company (excluding Master Manco);

(ii) A Transfer by any shareholder of the Company (excluding Master Manco) to an Affiliate of such shareholder and, subsequently any Transfer by any such Affiliate to the transferring shareholder or any other Affiliate of such shareholder, provided the transferring entity irrevocably undertakes to immediately repurchase such Securities and the transferee irrevocably undertakes to Transfer these Securities to the transferring entity if, at any time, the transferee is no longer an Affiliate of the initial transferring shareholder.

6.4. Lock-up

Master Manco undertakes not to Transfer any of its Securities prior to 25 May 2016 except for Transfers in accordance with articles 6.3. (Permitted Transfer), 6.6. (Tag Along) (only to the extent that the Transferor is FarVision) or 6.7 (Drag Along).

6.5. Tag Along

If as a result of a bona fide offer made by a third party (the "Candidate-Purchaser") to FarVision, such Transferor (the "Transferor") would Transfer all or part of its Securities to such Candidate-Purchaser, the other Shareholder(s) (the "Other Shareholders") shall also have the right to sell an equivalent proportion of their Securities, to the Candidate-Purchaser(s) under the same terms and conditions and at the same time, provided that, in the event that FarVision is the Transferor and would transfer 50,1% or more of the Securities it hold to a Candidate-Purchaser, the Other Shareholders shall, at their request, be entitled to transfer all Securities held by it to the Candidate-Purchaser.

The Transferor shall notify, at least fifteen (15) Business Days prior to any binding agreement between the Transferor and the Candidate-Purchaser, the Other Shareholders and the Board of Managers of all the relevant terms and conditions of the third party's offer (the "Tag Along Notice") including:

- the name and address or, in the case of a legal entity, the corporate name and registered office of the Candidate-Purchaser;
- the number and type (Class), if any, of Securities it wishes to Transfer (the "Offered Securities");
- the bona fide price the Candidate-Purchaser is willing to pay for the Offered Securities;
- the other terms and conditions under which the Offered Securities would be Transferred; and
- the unconditional commitment of the Candidate-Purchaser to be bound by any agreement which may be entered from time to time between the shareholders and his acknowledgment of the right of the tag along right in favour of the Other Shareholders set out in this article 6.5. and therefore its unconditional commitment to purchase any Securities that the Other Shareholders may sell by means of their tag along right set forth in these Articles.

The Other Shareholders shall be entitled to exercise their tag along right by providing notice thereof to the Board of Managers and to the Transferor within twenty (20) Business Days following the receipt of the Tag Along Notice as per article 6.5. paragraph 2. The Other Shareholders which have not sent their notice within this twenty (20) Business Days period shall be deemed to have elected not to exercise their tag along right.

6.6. Drag Along Right

Defined terms used in this article 6.6. shall have the same meaning, mutatis mutandis, as the defined terms used in article 6.5.

In the event that:

- (i) a Candidate-Purchaser offers to acquire Securities, representing 80% or more of the then outstanding share capital of the Company as well as 80% or more of the voting rights; and
- (ii) FarVision wishes to accept such offer;

FarVision may cause Master Manco to also Transfer all their Securities to the Candidate-Purchaser for the same consideration and on the same terms and conditions as offered to FarVision if so requested by the Candidate-Purchaser.

In the event that:

- (i) a Candidate-Purchaser offers to acquire Securities, representing less than 80% of the then outstanding share capital of the Company as well as less than 80% of the voting rights; and
- (ii) FarVision wishes to accept such offer;

FarVision may cause Master Manco to also Transfer a proportional part of its Securities to the Candidate-Purchaser for the same consideration and on the same terms and conditions as offered to FarVision if so requested by the Candidate-Purchaser.

The notification of the offer by FarVision to Master Manco shall be made in accordance with the provision of article 6.5. paragraph 2 and shall specify FarVision's intention to exercise its drag along right under Article 6.6 paragraph 1 or Article 6.6 paragraph 2.

This drag along right shall not apply in the event of an initial public offering with a view to permitting the public distribution of newly issued or existing shares of the Company and obtaining the listing of the shares of the Company on a regulated or organized market.

Art. 7. Increase and Reduction of the Share Capital. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

In case of increase of share capital and except when additional equity shall be provided by FarVision in respect of a breach of covenant and/or event of default under any loan agreement that may be entered into from time to time by any member of the group of companies of the Company, the new shares to be subscribed for by contribution in cash and in kind will be offered in preference to the existing shareholders, proportionally to the part of the capital held by those

shareholders. The Board of Directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised.

Chapter III. Management, Board of Managers, Auditors

Art. 8. Management. The Company shall be managed by at least four managers but not more than five managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)") which will constitute a board of managers (the "Board of Managers") composed at all times as follows:

- three or, in case of a Boards of Managers of five members, four members shall be elected among the candidates proposed by FarVision (the "Class A Managers");
- one member shall be elected among the candidates proposed by Master Manco (the "Class B Managers").

The Board of Managers shall at all time be composed of a majority of Managers resident in Luxembourg which shall be elected among the candidates proposed by FarVision.

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 9. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among the Class A Managers. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers. The minutes of the meeting of the Board of Managers shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the Chairman of the Board of Managers or by any two Class A Managers.

Art. 11. General Powers of the Managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 12. Delegation of Powers. The Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Board of Managers shall determine.

The Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 13. Representation of the Company. In case the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of two Class A Managers as well as

by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Indemnification. The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 16. Audit. Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meetings of Shareholders

Art. 17. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the third Tuesday of June of each year, at 10.00 am.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 18. Other General Meetings of Shareholders. The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Law by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders and Reserved Matters. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

The prior written approval, which shall not be unreasonably withheld, delayed or conditioned of Master Manco shall be required for the proposal, passing or implementation of the resolutions concerning:

a. the exercise of the voting rights attached to the shares in the Company or in a Subsidiary in relation to the issue of new shares by the Company or a Subsidiary whereby the pre-emption rights are excluded or limited and the transfer of the Company or Subsidiary's general meeting of shareholders' powers in this connection to another body of the Company or the Subsidiary;

b. the sale or transfer of all or substantially all assets of the Company other than constituting, or in connection with, an Exit and other than the sale or transfer of a Subsidiary or group of Subsidiaries, constituting a separately identifiable part of the business of the group of companies consisting of Hans Anders and its Subsidiaries operating under a specific sales formula;

c. the liquidation or dissolution of the Company other than in connection with an Exit and other than the sale or transfer of a Subsidiary;

d. the amendment to the Company's Articles of Association that economically affects the rights of Master ManCo.

For the purpose of these Articles:

"Exit" means a completion of a direct or indirect transfer by the majority shareholders of FarVision resulting in a direct or indirect change of control over Hans Anders.

"Hans Anders" means Hans Anders Retail Group Holding B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its corporate seat at Gorinchem, or its legal successor.

"Subsidiary" means a legal entity in whose general meeting the Company or one or more of its subsidiaries can, whether by virtue of an agreement with other persons with voting rights or otherwise and whether acting alone or together, exercise more than half of the voting rights, and any other legal entities and companies which are designated as subsidiaries by law.

Art. 20. Procedure, Vote. The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of Shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except otherwise provided for by the Law.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number (including FarVision) and (ii) representing at least three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

Art. 21. Minutes of Shareholders Resolutions. Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of the month of February and ends on the last day of the month of January every year.

Art. 23. Approval of Annual Accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Law.

Art. 24. Allocation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It/s/he may decide to use the whole or part of the remainder to absorb existing losses, if any, to put it into a reserve or provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

The Ratchet Shares carry the right to a preferential Ratchet Dividend (as defined hereafter) upon an Exit. The Ratchet Dividend shall be declared by the Board of Managers as an interim dividend in accordance with the terms of article 25 below, without prejudice to the general powers of the general meeting of shareholders mentioned in the foregoing paragraph.

For the purpose of this article 24,

"Net Cash Multiple" means the net cash multiple on the return on investment (excluding the Ratchet Dividend as defined hereafter), equal to the ratio of the Proceeds and the Investment as calculated upon Exit.

"Proceeds" means (i) the proceeds received by the Company upon and resulting from Exit plus (ii) any amounts received by the Company upon Exit further to the reimbursement of loans or other debt instruments, current accounts, or other obligations, payments of interest, dividends or other, and (iii) any fees or commissions received by the Company, provided that the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii) be calculated net of all costs, fees, expenses (including taxes incumbent on the Company by reason of the receipt or accrual of the amounts referred to in paragraphs (i) to (iii)), and reasonable fees applicable, and

"Investment" means (i) the aggregate amount invested directly, or, where appropriate, indirectly, by FarVision and the shareholders of FarVision in the Group's or NearVision's equity, quasi-equity financing, debt (such as loan, preferred equity certificates), current accounts of shareholders (including shareholders loans) or other obligations, plus (ii) all costs, fees, expenses and reasonable fees applicable, and if (iii) amounts paid for the needs of the acquisition of Hans Anders through the subsidiaries of NearVision;

"Added Value" means the added value equal to the difference between (i) the Proceeds and (ii) Investment;

The dividend to which the Ratchet Shares shall be entitled will be calculated as follows (the "Ratchet Dividend"):

- (i) If the Net Cash Multiple is less than or equal to 2.0, the Ratchet Shares shall not carry the right to a Ratchet Dividend.
- (ii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.0 and less than or equal to 2.5, the Ratchet Dividend will be increased by RD1 (thereafter "RD1"), equal to 10% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 shall not be less than or equal to 2.0;
- (iii) If the Net Cash Multiple is greater than 2.5 and less than or equal to 3.0, the Ratchet Dividend referred to in (i) and (ii) above will be increased by RD2 (thereafter "RD2"), equal to 12.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 2.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1 and RD2 shall not be less than or equal to 2.5; and
- (iv) If the Net Cash Multiple is greater than 3.0 and less than or equal to 3.5, the Ratchet Dividend referred to in (i) to (iii) above will be increased by RD3 (thereafter "RD3"), equal to 17.5% of the difference between (a) the amount of the Added Value (limited to that Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5) and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.0; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2 and RD3 shall not be less than or equal to 3.0; and
- (v) If the Net Cash Multiple is above 3.5, the Ratchet dividend referred to in (i) to (iv) above shall be increased by RD4 (thereafter "RD4"), equal to 25% of the difference between (a) the amount of the Added Value and (b) the amount of the Added Value corresponding to a Net Cash Multiple of 3.5; for the avoidance of doubt, the Net Cash Multiple minus RD1, RD2, RD3 and RD4 shall not be less than or equal to 3.5.

If there has been no distribution of a Ratchet Dividend within 20 years following the date of 27 May 2011, the entitlement of a Ratchet Dividend shall automatically expiry and be void and null without prior notice.

Art. 25. Interim Dividends. The Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the Company

Art. 26. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about two thousand Euros (2,000.- EUR).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés de "NearVision S.à r.l." (la «Société»), une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.600, constituée par un acte notarié de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, passé en date du 25 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 816, du 16 avril 2009, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, passé en date du 27 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2158, du 14 septembre 2011.

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Solange Wolter, cleric de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président demande au notaire d'établir que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, signées par les comparants et le notaire, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec le présent acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les quarante et un millions quatre cent mille (41.400.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et un million (1.000.000) de parts sociales préférentielles "ratchet" (les "Parts Sociales Ratchet" et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les "Parts Sociales") ayant une valeur d'un Euro (EUR 1,-) chacune, représentant l'ensemble du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour, dont l'associé reconnaît expressément avoir été dûment informé à l'avance

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux droits de convocation;
2. Refonte complète des statuts de la Société; et
3. Divers.

Première résolution:

Les associés renoncent à leur droit à une convocation préalable à la présente assemblée.

Les associés reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent être valablement convoqués et sont donc d'accord pour délibérer et voter sur tous les points de l'ordre du jour.

Il est en outre décidé que toute la documentation produite aux présentes a été mise à la disposition des associés dans un délai suffisant pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

Etant donné que les statuts de la Société font référence à la société BV Capital Partners Luxembourg SA, une société anonyme, dont le siège social est situé au 25B, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, alors qu'elle n'est plus associée de la Société depuis le 7 juillet 2014, il est unanimement décidé de refondre les statuts de la Société dans leur intégralité comme suit:

«Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination Sociale, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination Sociale. Il est formé par le(s) souscripteur(s) et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination "NearVision S.à r.l".

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée ci-dessus.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatives à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital Social, Parts Sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société s'élève à un montant de quarante-deux millions quatre cent mille Euros (EUR 42.400.000,-) divisé en quarante et un millions quatre cent mille (41.400.000) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires") et un million (1.000.000) de parts sociales préférentielles "ratchet" (les "Parts Sociales Ratchet" et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les "Parts Sociales") ayant une valeur d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les Parts Sociales que la Société pourrait racheter aux associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Général

Chaque Part Sociale sera et restera sous forme nominale.

Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses Parts Sociales librement.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

6.2 Restrictions générales de Transfert

Aux fins des Statuts, y compris mais non limité à cet Article 6:

"Affilié" par rapport à une personne, désigne toute autre personne qui, directement ou indirectement, Contrôle, est Contrôlée par ou sous Contrôle commun avec cette personne.

"Contrôle" désigne l'influence dominante telle que définie dans l'Article 2 de la Loi du 25 août 2006. La même définition s'applique à toutes les formes et expressions dérivées de ce terme (y compris s'il est utilisé comme verbe).

"FarVision" désigne FarVision S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.535.

"Jour Ouvrable" désigne un jour qui n'est pas un samedi ou un dimanche, et au cours duquel les banques commerciales sont ouvertes pour les affaires des sociétés à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

"Master Manco" désigne Eyes Master Manco B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au Papland 21, 4206 CK, Gorinchem, Pays-Bas, enregistrée auprès du Registre d'Amsterdam sous le numéro 52502120.

"Transfert" (et toutes les formes et expressions dérivées, y compris les verbes) désigne toute transaction visant ou résultant en un transfert de Titres de la Société, à titre gratuit ou onéreux, volontairement, aux enchères publiques, pour cause de mort ou résultant une décision de justice ou d'une sentence arbitrale, incluant mais non limité aux contributions ou transferts d'une universalité ou de l'entreprise, fusion, scission, l'octroi d'un nantissement, l'octroi d'options d'achat ou de vente de Titres ou la conclusion d'un swap ou un autre accord, qui transfère totalement ou partiellement les avantages économiques ou la propriété des Titres.

Nonobstant les autres dispositions du présent article 6, le transfert de parts sociales, warrants, obligations (convertibles) ou autres titres ouvrant le droit de souscrire ou d'obtenir des Parts Sociales par conversion ou par tout autre moyen (les "Titres") n'est pas autorisé et n'aura pas effet vis-à-vis des associés et de la Société à moins que (i) l'acquéreur soit devenu une partie à tout pacte conclu de temps en temps entre les associés moyennant la signature d'un acte d'adhésion et (ii) le transfert soit en conformité avec les restrictions de cet article 6.

Tout transfert de Titres est soumis à l'approbation de l'assemblée générale des associés de la Société représentant au moins 75% du capital social de la Société.

Le transfert des Parts Sociales doit se faire par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par la Société, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Dans le cas où un associé (ou plusieurs associés) exerce(nt) son (leurs) droit(s) en vertu des articles 6.5, 6.6, ou 6.7:

(i) le Transfert de ses (leurs) Titres à un tiers (le Candidat Acheteur) sera effectué aux mêmes conditions que celles offertes par le Candidat Acheteur à l'associé désirant céder ses Titres.

(ii) tous les associés cédants assumeront les mêmes obligations et passifs (dont celles liées aux déclarations et garanties), cependant leur responsabilité sera proportionnée à la part du prix d'achat allouée à chacun d'entre eux et il n'y aura pas de solidarité entre les associés cédants.

6.3 Transferts autorisés

Sous réserve des dispositions de l'article 6.2, les Transferts suivants sont permis et ne sont soumis à aucune des restrictions en matière de transferts prévues par le présent article 6:

(i) tout Transfert entre les associés de la Société (à l'exclusion de Master Manco).

(ii) tout Transfert par un associé de la Société (à l'exclusion de Master Manco) à un Affilié d'un tel associé et, subéventuellement tout Transfert par un Affilié à l'associé cédant ou à tout autre Affilié d'un tel associé, à condition que le cédant s'engage irrévocablement à racheter immédiatement ces Titres et le cessionnaire s'engage irrévocablement à Transférer ces Titres au cédant si, à tout moment, le cessionnaire n'est plus un Affilié de l'associé initial cédant.

6.4 Lock-up

Master Manco s'engage à ne Transférer aucun de ses Titres avant le 25 mai 2016, exception faite des Transferts respectant les articles 6.3 (Transferts Autorisés), 6.6 (Tag Along) (seulement si le Cédant est FarVision) ou 6.7 (Drag Along).

6.5 Droit de co-cession

Si suite à une offre de bonne foi faite par un Candidat Acheteur à FarVision (le "Cédant"), le Cédant désire céder tout ou partie de ses Titres au Candidat Acheteur, les autres associés (les "Autres Associés") auront aussi le droit de vendre une proportion équivalente de leurs Titres au Candidat Acheteur aux mêmes conditions et au même moment, à condition, dans l'éventualité où FarVision est le Cédant et souhaite Transférer 50.1% ou plus des Titres qu'il détient au Candidat-Acheteur, les Autres Associés seront, à leur demande, en droit de transférer tous les Titres détenus au Candidat-Acheteur.

Le Cédant devra notifier, au moins quinze (15) Jours Ouvrables avant tout accord liant le Cédant et le Candidat-Acheteur, aux Autres Associés et au Conseil de Gérance, toutes les dispositions pertinentes de l'offre du Candidat Acheteur (la "Notification"), dont:

- le nom et l'adresse ou, dans le cas d'une personne morale, la dénomination et le siège social du Candidat Acheteur;
- le nombre et le type (Classe), le cas échéant, des Titres qu'il désire Transférer (les "Titres Offerts");
- le prix que le Candidat Acheteur est prêt à payer pour les Titres Offerts;
- les autres dispositions auxquelles les Titres Offerts seraient Transférés; et
- l'engagement inconditionnel du Candidat Acheteur à être lié par tout pacte conclu à tout moment entre les associés et sa reconnaissance du droit de premier refus et du droit de co-cession en faveur des Autres Associés prévus par cet article 6.5 et du droit de co-cession prévu par l'article 6.6 et donc son engagement inconditionnel à acheter tout Titre que les Autres associés pourraient vendre par l'exercice de leur droit de co-cession prévu de ces Statuts.

Les Autres Associés auront le droit d'exercer leur droit de co-cession en informant le Conseil de Gérance et le Cédant dans les vingt (20) Jours Ouvrables suivant la réception de la Notification conformément aux dispositions de l'article 6.5 paragraphe 2. Les Autres Associés qui n'ont pas notifié dans les vingt (20) Jours Ouvrables seront réputés n'avoir pas exercé leur droit de co-cession.

6.6 Droit de concession

Les termes définis utilisés dans cet article 6.6 auront la même signification mutatis mutandis, que dans l'article 6.5.

Au cas où:

(i) un Candidat-Acheteur se propose d'acheter des Titres, représentant 80% ou plus du capital social de la Société alors en circulation ainsi que 80% ou plus des droits de vote; et

(ii) FarVision souhaite accepter cette offre;

FarVision peut également obliger Master Manco à Transférer tous les Titres détenus par lui au Candidat-Acheteur au même prix et aux mêmes conditions que l'offre faite à FarVision, si une telle demande est faite par le Candidat-Acheteur.

Au cas où:

(i) un Candidat-Acheteur se propose d'acheter des Titres, représentant moins de 80% du capital social de la Société alors en circulation ainsi que moins de 80% des droits de vote; et

(ii) FarVision souhaite accepter cette offre.

FarVision peut également obliger Master Manco à Transférer une part proportionnelle des Titres détenus par lui au Candidat-Acheteur au même prix et aux mêmes conditions que l'offre faite à FarVision, si une telle demande est faite par le Candidat-Acheteur.

La notification de l'offre par FarVision à Master Manco s'effectuera conformément à l'article 6.5 paragraphe 2, et précisera l'intention de FarVision d'exercer son droit de concession selon les articles 6.6 paragraphe 1 ou 6.6 paragraphe 2.

Le droit de concession déterminé à cet article ne s'appliquera pas en cas d'un premier appel public à l'épargne, avec l'objectif de permettre la distribution de parts sociales nouvelles ou existantes de la Société et d'obtenir l'inscription des parts sociales de la Société sur un marché réglementé.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

En cas d'augmentation du capital social, sauf lorsque les capitaux supplémentaires doivent être fournis par FarVision à l'égard d'un manquement à l'engagement et/ou acte de défaut en vertu d'une convention de prêt qui peut être conclu de temps à autre par un membre du groupe de sociétés de la Société, les nouvelles parts sociales à souscrire par apport en numéraire et en nature seront proposées en priorité aux associés existants, proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent dans la Société. Le Conseil de Gérance détermine le délai dans lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé.

Chapitre III. Gérance, Commissaires aux Comptes

Art. 8. Gérance. La Société est gérée et administrée par au moins quatre gérants, mais pas plus de cinq gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)") qui vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"), composé en tout temps comme suit:

- trois ou, dans le cas d'un Conseil de Gérance composé de cinq membres, quatre membres seront élus parmi les candidats proposés par FarVision (les "Gérants de Catégorie A");
- un membre sera élu parmi les candidats proposés par Master Manco (les "Gérants de Catégorie B").

Le Conseil de Gérance sera en tout temps composé d'une majorité de Gérants résidant à Luxembourg qui seront élus parmi les candidats proposés par FarVision.

Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance nommera parmi les Gérants de Classe A un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance. Les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Administration doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés. Toutes les procurations seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants de Catégorie A.

Art. 11. Pouvoirs des Gérants. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. Le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou Associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

Art. 13. Représentation de la Société. Dans le cas où la Société est gérée par un Conseil de Gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux Gérants de Catégorie A ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés par la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 15. Indemnisation. La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 16. Révision des comptes. Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Assemblée Générale des Associés

Art. 17. Assemblée Générale des Associés. L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la Société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée le troisième mardi de Juin de chaque année, à 10.00 a.m..

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. Autres Assemblées Générales des Associés. Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

L'accord préalable écrit de Master Manco, qui ne doit pas être indûment retenu, retardé ou conditionné, sera nécessaire pour la proposition, le vote et la mise en oeuvre des résolutions concernant:

a. L'exercice des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société ou dans une Filiale en relation avec l'émission des nouvelles parts sociales dans la Société ou une Filiale dans laquelle les droits de préemption sont exclus ou limités et le transfert des pouvoirs de l'assemblée générale de la Société ou de la Filiale y relatifs à un autre organe de la Société ou de la Filiale;

b. La vente ou le transfert de tout ou d'une partie substantielle des avoirs de la Société excepté ceux constituant ou en relation avec, une Sortie et autre que la vente, le transfert d'une Filiale ou groupe de Filiales, constituant une partie identifiable séparée des activités du groupe de sociétés composées de Hans Anders et de ses filiales opérant selon une formule de vente précise;

c. La liquidation ou la dissolution de la Société autrement qu'en relation avec une Sortie et autre que la vente ou le transfert d'une Filiale;

d. La modification aux Statuts de la Société qui affectent économiquement les droits de Master Manco.

Aux fins de compréhension de ces Statuts:

"Sortie" fait référence à l'exercice d'un transfert direct ou indirect par la majorité des associés de FarVision résultant dans le changement de contrôle direct ou indirect dans Hans Anders.

"Hans Anders" fait référence à Hans Anders Retail Group Holding B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), ayant son siège social à Gorinchem, ou son successeur légal.

"Filiale" fait référence à une entité juridique dans l'assemblée générale de laquelle la Société ou une ou plusieurs de ses filiales peuvent, soit en vertu d'un accord avec d'autres personnes ayant des droits de vote ou en agissant seule ou de concert, exercent plus de la moitié des droits de vote, ainsi que toute autre entité juridique et sociétés qui sont désignées par la loi comme filiales.

Art. 20. Procédure, Vote. L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de Parts Sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre (incluant FarVision) et (ii) représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

Art. 21. Procès-verbaux des résolutions des associés. Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition des Bénéfices

Art. 22. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de février et finit le dernier jour du mois de janvier de chaque année.

Art. 23. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 24. Affectation des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Les Parts Sociales Ratchet sont assorties du droit à un dividende préférentiel Ratchet (comme défini ci-après) lors d'une Sortie. Les Dividendes Ratchet doivent être déclarés par le Conseil d'Administration, en tant que dividende intérimaire en accord avec les termes de l'article 25 ci-dessous, sans porter préjudice aux pouvoirs généraux de l'assemblée générale mentionnée dans le paragraphe précédent.

Dans le cadre de cet Article 24:

"Le Multiple Cash Net" désigne le multiple d'investissement théorique en cash net en considérant le rendement de l'Investissement (à l'exception du Dividende Ratchet comme défini ci-après), obtenu en procédant au rapport entre les Produits et l'Investissement tel que calculé à la Sortie.

"Produits" signifie (i) les produits reçus par la Société et qui résultent de la Sortie ainsi que (ii) tous les montants reçus par la Société à la Sortie à la suite du remboursement des prêts ou d'autres instruments de dettes, des comptes existant, ou d'autres obligations, paiements d'intérêts, dividendes ou autres, et (iii) tous les frais ou commissions reçus par la Société, à condition que ces montants évoqués aux paragraphes (i) et (iii) soient calculés exempt de tous les coûts, honoraires, dépenses et frais raisonnables applicables (comprenant les impôts incombant à la Société en raison de la réception ou de l'accumulation des montants visés aux paragraphes (i) à (iii)) et des frais raisonnables applicables, et

"Investissement" signifie (i) le montant global investi directement, ou, le cas échéant, indirectement, par FarVision et les associés de FarVision dans le capital social, le financement de "quasi-equity", les dettes (comme les prêts, les certificats d'actions privilégiées), les comptes courants d'associés (y compris les prêts d'associés) ou autres obligations du Groupe ou de NearVision, et (ii) tous les coûts, honoraires, dépenses, et frais raisonnables applicables, et si (iii) les montants payés pour satisfaire les besoins en acquisition de Hans Anders par le biais des filiales de NearVision.

"Valeur Ajoutée" signifie la valeur ajoutée égale à la différence entre (i) les Produits et (ii) l'Investissement.

Le dividende auquel les Parts Sociales Ratchet doivent donner droit, sera calculé comme il suit (le "Dividende Ratchet").

(i) Si le Multiple Cash Net est inférieur ou égal à 2,0, les Parts Sociales Ratchet ne devraient pas octroyer de droit à un Dividende Ratchet.

(ii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,0 et inférieur ou égal à 2,5, le Dividende Ratchet sera augmenté par RD1 (par la suite "RD1"), égal à 10% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 2,0); pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,0;

(iii) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 2,5 et inférieur ou égal à 3,0, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (ii) ci-dessus sera augmenté par RD2 (par la suite "RD2"), égal à 12,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0) et (b) le montant de cette Valeur Ajoutée correspondant à un Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1 et RD2 ne devra pas être inférieur ou égal à 2,5; et

(iv) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,0 et inférieur ou égal à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iii) ci-dessus sera augmenté par RD3 (par la suite "RD3"), égal à 17,5% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée (limité à cette Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5) et (b) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,0; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2 et RD3 ne devra pas être inférieur ou égal à 3,0; et

(v) Si le Multiple Cash Net est supérieur à 3,5, le Dividende Ratchet visé aux points (i) et (iv) ci-dessus devrait être augmenté par RD4 (par la suite "RD4"), égal à 25% de la différence entre (a) le montant de la Valeur Ajoutée correspondant au Multiple Cash Net de 3,5; pour éviter tout doute, le Multiple Cash Net moins RD1, RD2, RD3 et RD4 ne devrait pas être inférieur ou égal à 3,5.

S'il n'y a pas de distribution de Dividende Ratchet dans les 20 années suivant la date du 27 Mai 2011, le droit au Dividende Ratchet sera automatiquement expiré et réputé nul et non avenu, et ce, sans aucun préavis.

Art. 25. Dividendes Intérimaires. Le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 26. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui termineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent.

Chapitre VII. Loi Applicable

Art. 27. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.»

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cette augmentation de capital, ont été estimés à environ deux mille Euros (2.000.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des comparants à l'assemblée, le présent acte notarié est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des comparants, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58217. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015026131/908.

(150029392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Riesling Management SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 121.931.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026221/10.

(150029405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Valau S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.284.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 31 décembre 2014 à Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide de désigner la société EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES (en abrégé PARFININDUS), 24, rue saint Mathieu, L-2138 Luxembourg, RCS Luxembourg B 56.469, en tant que dépositaire des certificats représentatifs d'actions au porteur émis au nom de la société.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015025599/12.

(150028130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.
